

## REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 4 FÉVRIER 2021

### Délibération n° 2021-010- DC

|  |   |
|--|---|
| <b>Date d'affichage :</b><br><b>Le 11 février 2021</b>   | Le quatre février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis, en visioconférence, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt neuf janvier deux mille vingt et un.  |
| <b>Effectif statutaire :</b> 81<br><b>Membres en exercice :</b> 81<br><b>Quorum :</b> 41<br><b>Présents :</b> 64<br><b>Excusé(s) :</b> 11<br><b>Dont représenté(s) :</b> 7<br><b>Absent(s) :</b> 6<br><br><b>Nombre de votants :</b> 71<br>----- | <b>Présents : (64)</b><br>Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Amel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Benoît LEDOUX, Pierre de BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Loïc BIDAULT, Arlette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Bertrand CHANDOUINEAU, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Béatrice GUILLON, Bernard HENRY, Didier HUCHEDÉ, Géraldine LE COZ, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Nathalie MORON, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME.<br><b>Dont suppléé(s) remplacé(s) :</b> |
| <b>Secrétaires de séance :</b><br><br><i>Colette GAGNEUX de Doué-en-Anjou et Pierre de BOUTRAY de Saint Macaire du Bois</i>  | <b>Excusés : (11)</b><br>Guy BERTIN, Sophie TUBIANA, Didier ROUSSEAU, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gérard POLICE, Alain BOURDIN, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Nathalie LIEBAULT, Noël NERON<br><b>Dont excusés ayant donné pouvoir : (7)</b><br>Guy BERTIN à Béatrice BERTRAND, Sophie TUBIANA à Isabelle DEVAUX, Gérard POLICE à Christian RUAULT, Christophe CARDET à Jackie GOULET, Gaëlle FAURE à Bruno PROD'HOMME, Nathalie LIEBAULT à Sylvie TAUGOURDEAU, Noël NERON à Béatrice GUILLON.<br><br><b>Absents : (6)</b><br>Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Emmanuel BRAULT, Benoît LAMY, Sylvain LEFEBVRE   |

### GESTION DES DIGUES POST 2024 - MOTION SUR LES FINANCEMENTS ET L'ACCOMPAGNEMENT DES EPCI

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'État a transféré aux EPCI la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GeMAPI). Ce transfert de compétence, et plus particulièrement la gestion des digues, implique de nouvelles responsabilités politiques, juridiques et financières.

L'État conserve la gestion des digues domaniales jusqu'au 27 janvier 2024 (Convention entre l'État et les EPCI signée le 21 octobre 2019). Cependant, pour anticiper la transmission de ces dernières aux EPCI, il est primordial d'organiser les conditions de transfert de l'ensemble des documents, procédures et moyens, financiers et humains avant cette échéance, à partir de données fiables et complètes communiquées par l'État, ce qui n'est pas le cas actuellement.

A cet effet, les EPCI concernés par la gestion future des digues de la Loire et de ses affluents souhaitent exprimer collectivement leur mécontentement auprès des services de l'État. Ils proposent une motion rappelant les difficultés qui sont liées au transfert de gestion de ces ouvrages, et de la nécessité de pouvoir disposer d'une perspective claire sur les incidences financières, organisationnelles et techniques pour mener à bien l'exercice de ces nouvelles missions.

**Vu** la convention de gestion de digues entre l'État et les EPCI du Val d'Authion signée le 21 octobre 2019 ;

**Vu** l'information sur la motion donnée au Bureau Communautaire en date du 14 janvier 2021 ;

**Considérant** l'importance d'un rassemblement des EPCI en une entité cohérente pour une bonne gestion du système d'endiguement du Val d'Authion (digue domaniale) à partir du 28 janvier 2024 et des digues non domaniales ;

**Considérant** la nécessité de pouvoir disposer des données en possession de l'État, indispensables à la future gestion du système d'endiguement du Val d'Authion par les EPCI ;

Aussi,

Accusé de réception en préfecture  
049-200071876-20210215-2021-010-DE-DE  
Date de réception en préfecture : 15/02/2021

**Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide :**

- **D'APPROUVER** la motion sur les financements et l'accompagnement des EPCI dans la gestion des digues de la Loire et de ses affluents (digues domaniales et non domaniales) ;
- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de la GeMAPI et du Thouet à signer la motion et prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente décision ;
- **D'AUTORISER** le Président ou le Vice-Président en charge de la GeMAPI et du Thouet à signer tous documents afférents à la présente décision.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes : Pour = 71 ; Contre = 0 ; Abstention = 0

Date de transmission en sous-préfecture :

**15 FEV. 2021**

Date de réception en sous-préfecture :

**15 FEV. 2021**

Insertion au RAA du 1er trimestre 2021

Pour Extraire Conforme,  
Le Président de la Communauté d'Agglomération  
Saumur Val de Loire  
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

|                   |                                  |                     |
|-------------------|----------------------------------|---------------------|
| Matière de l'acte | 9. Autres domaines de compétence | 9.4 Voeux et motion |
|-------------------|----------------------------------|---------------------|

*En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »*